



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

03/09/2026

Venezuela:

Le triumvirat illégitime cède un cinquième des réserves pétrolières vénézuéliennes aux États-Unis.

Déclaration du PCV.

Nous publions ci-dessous la déclaration du Bureau politique du Parti Communiste du Venezuela sur la situation au Venezuela. Cette déclaration confirme notre analyse et le récent article sur notre site : [« La situation au Venezuela doit se lire à la lumière des affrontements inter-impérialistes dans le monde »](#). Nous réassurons de notre solidarité avec les travailleurs en lutte pour leur émancipation et leur parti révolutionnaire : le Parti Communiste du Venezuela.

Le triumvirat illégitime cède un cinquième des réserves pétrolières vénézuéliennes aux États-Unis.

Déclaration

Le Bureau politique du Comité central du Parti communiste du Venezuela (PCV) rejette catégoriquement la nouvelle et grave cession de biens nationaux effectuée par le triumvirat illégitime et illégal qui exerce de facto le pouvoir au Venezuela. Les informations révélées ces derniers jours confirment le transfert d'un cinquième des réserves pétrolières vénézuéliennes à des entreprises américaines par le biais d'accords négociés dans le dos du peuple vénézuélien, sans transparence et en dehors des contrôles constitutionnels qui devraient encadrer toute opération compromettant les intérêts stratégiques de la République. Delcy Rodríguez a confirmé la cession de 17 gisements pétroliers stratégiques, représentant un potentiel prouvé d'environ 65 milliards de barils. Selon la liste qui a circulé, il ne s'agit pas de gisements entièrement inexploités. L'accord prévoit de nouveaux développements dans des gisements où la production pétrolière est déjà avérée et où des décennies d'expertise opérationnelle ont été accumulées. Il ne s'agit pas d'un accord mineur, ni d'une simple transaction commerciale. Nous assistons au transfert d'une part importante des principales richesses nationales dans des conditions inconnues du pays et sans le débat public ni le contrôle parlementaire nécessaires, pourtant prévus aux articles 150 et 187 de la Constitution. Une fois de plus, des décisions fondamentales concernant la vie politique et économique du Venezuela sont prises depuis la Maison Blanche, et le palais de Miraflores se contente d'acquiescer. Selon les informations qui circulent depuis l'annonce de Donald Trump, le département de la Défense américain détiendra un intérêt direct par le biais de sociétés liées au développement de ces projets pétroliers. Ce fait révèle avec une clarté absolue la nature de la nouvelle relation imposée au Venezuela. Il ne s'agit pas d'intérêts partagés entre deux pays négociant sur un pied d'égalité et dans le respect mutuel. Nous assistons à une politique américaine visant à garantir ses propres intérêts énergétiques, économiques et stratégiques en renforçant son contrôle sur les ressources vénézuéliennes. Trump lui-même, qui a qualifié l'accord de « cadeau », a clairement indiqué son intention d'utiliser le pétrole brut vénézuélien pour satisfaire les besoins énergétiques des États-Unis, notamment pour la reconstitution de ses réserves stratégiques. Ainsi, le pétrole vénézuélien, patrimoine de notre peuple, finira par alimenter la machine économique et militaire américaine. Le pétrole vénézuélien deviendrait une ressource stratégique au service des ambitions suprématistes de l'impérialisme américain à l'échelle mondiale, renforçant ses projets bellicistes et l'expansionnisme terroriste du sionisme israélien. Delcy Rodríguez affirme que la souveraineté nationale a été préservée. Pourtant, sa réforme illégitime de la loi sur les hydrocarbures organiques

démontre exactement le contraire. La réforme promue par le triumvirat ouvre la voie aux sociétés transnationales, leur permettant non seulement de contrôler opérationnellement les projets pétroliers stratégiques, mais aussi de participer directement aux décisions fondamentales concernant l'exploitation des ressources nationales. À cela s'ajoute un démantèlement sans précédent du système fiscal. La nouvelle législation supprime et assouplit une série d'obligations fiscales et réduit les engagements financiers des entreprises privées du secteur pétrolier. Alors que le peuple vénézuélien subit des salaires de misère, la dégradation des services publics et des difficultés croissantes à satisfaire ses besoins essentiels, le capital transnational bénéficie de conditions extraordinairement favorables pour s'accaparer une part toujours plus importante des richesses pétrolières du pays. Cette situation est particulièrement honteuse pour ceux qui, pendant des années, ont bâti leur discours politique sur la défense de la souveraineté nationale et la dénonciation de l'impérialisme américain. Le triumvirat a fini par subordonner la politique économique nationale aux impératifs de sa propre survie politique. Aujourd'hui, il fait office de garde du corps à la Maison Blanche. Il ne peut plus accuser ceux d'entre nous qui dénoncent cette réalité de faire le jeu de l'impérialisme. Aujourd'hui, la Maison Blanche est devenue un centre névralgique pour les décisions fondamentales concernant la vie politique et économique du Venezuela, tandis que le triumvirat illégitime met en œuvre et garantit ses desseins. Le Parti communiste du Venezuela (PCV) rappelle au triumvirat que l'article 138 de la Constitution de la République stipule clairement que « toute autorité usurpée est inefficace et ses actes sont nuls et nonavenus ». Ceux qui exercent le pouvoir sans légitimité constitutionnelle ne peuvent impunément compromettre le patrimoine national ni hypothéquer l'avenir du peuple vénézuélien. Le Parti communiste du Venezuela (PCV) condamne ce pillage odieux, présenté aujourd'hui sous un vernis technocratique visant à donner une fausse apparence de rationalité et de légalité au saccage flagrant du patrimoine national. Pendant des années, la direction autoritaire du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) a utilisé les sanctions pénales et le blocus comme mécanismes pour agir dans le secret, contourner les contrôles et permettre l'enrichissement illégal de secteurs privilégiés au détriment de millions de Vénézuéliens. À présent, elle entend instrumentaliser le discours du « pragmatisme » pour justifier une nouvelle capitulation. Le peuple vénézuélien ne peut accepter que la crise nationale serve de prétexte pour livrer les ressources stratégiques du pays à des entreprises étrangères. Le redressement du Venezuela exige transparence, souveraineté, contrôle démocratique et participation populaire. Il exige le rétablissement de l'ordre institutionnel, la pleine application de la Constitution et la restitution au peuple vénézuélien de son droit de décider du sort de ses ressources. Face au pillage, à la capitulation et à la subordination, le Parti communiste du Venezuela (PCV) réaffirme son engagement à défendre sans relâche la souveraineté nationale, les droits démocratiques et les intérêts de la classe ouvrière et du peuple. Ce moment historique exige que nous avancions vers la plus large unité populaire, patriotique, démocratique et anti-impérialiste. Non à la capitulation du pétrole vénézuélien ! Pour le rétablissement de l'ordre constitutionnel et de la pleine souveraineté du peuple vénézuélien ! Bureau politique du Comité central Parti communiste du Venezuela (PCV)